

HABITAT & COLLECTIVITES LOCALES N°99

Informations du 17 au 23 mai 2008



JOURNAL OFFICIEL du 17 au 23 mai 2008

Diagnostic de performance énergétique

Arrêté du 6 mai 2008 portant confirmation de l'approbation de diverses méthodes de calcul pour le diagnostic de performance énergétique en France métropolitain

JORF n°0114 du 17 mai 2008 page 8063 - texte n° 8 - NOR: DEVU0810970A

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018801075&dateTexte>

NDLR/ Ne tenez pas compte du lien inclus dans le texte de Légifrance. Vous trouverez l'Arrêté du 9 novembre 2006 qui convient, au lien ci-dessous:

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO200622/A0220053.htm>

Diagnostic de performance énergétique

Décret n° 2008-461 du 15 mai 2008 relatif au diagnostic de performance énergétique lors des mises en location de bâtiments à usage principal d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation

JORF n°0115 du 18 mai 2008 page 8103 - texte n° 2 - NOR: DEVU0751009D

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018802172&dateTexte>

Caractéristiques thermiques des bâtiments neufs et des parties nouvelles de bâtiments

Arrêté du 6 mai 2008 portant confirmation de l'approbation de la méthode de calcul Th-C-E prévue aux articles 4 et 5 de [l'arrêté du 24 mai 2006](#) relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments neufs et des parties nouvelles de bâtiments

JORF n°0117 du 21 mai 2008 page 8206 - texte n° 6 - NOR: DEVU0810969A

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018820670&dateTexte>

>> [Méthode de calcul Th-C-E](#), jointe en annexe de [l'arrêté du 19 juillet 2006](#)

Coordination de l'hébergement et de l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées - Nomination du délégué général

Décret du 16 mai 2008 nommant le délégué général pour la coordination de l'hébergement et de l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées - M. Regnier (Alain)

JORF n°0114 du 17 mai 2008 page - texte n° 31 - NOR: PRMX0811085D

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018801255&dateTexte>

Publicité foncière - Hypothèque

Décret n° 2008-466 du 19 mai 2008 modifiant le [décret n° 55-1350](#) du 14 octobre 1955 pour l'application du décret du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière

JORF n°0117 du 21 mai 2008 page 8209 - texte n° 15 - NOR: JUSC0771988D

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018820780&dateTexte>

+++++

Contrôle des Sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété

Décret n° 2008-481 du 21 mai 2008 modifiant le [décret n° 93-236 du 22 février 1993](#) portant création de la mission interministérielle d'inspection du logement social

JORF n°0119 du 23 mai 2008 page - texte n° 36 - NOR: MLVU0774484D

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018829466&dateTexte>

Pour info > [Code de la construction et de l'habitation](#)

Hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique - Conditions d'indemnisation

Arrêté du 30 avril 2008 fixant les conditions d'indemnisation des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique

JORF n°0117 du 21 mai 2008 page 8222 - texte n° 30 - NOR: SJSP0811002A

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018821039&dateTexte>

JURISPRUDENCE

Une piscine non-couverte ne constitue pas un bâtiment

Considérant que, pour annuler les décisions litigieuses, le tribunal administratif s'est borné, après avoir cité ces dispositions, à énoncer que l'implantation de la construction projetée se situait principalement dans la zone NCb du plan d'occupation des sols ; qu'en statuant ainsi, alors qu'une piscine non-couverte ne constitue pas un bâtiment et que, en tout état de cause, la seule implantation en zone NC ne suffisait pas, par elle-même, à caractériser une atteinte au paysage, le tribunal administratif n'a pas légalement justifié sa décision ; que, par suite, la COMMUNE et M. sont fondés à demander l'annulation du jugement attaqué ;

[Conseil d'État N° 305606](#) - 2008-04-16

REPONSES MINISTERIELLES

Cumul d'un prêt locatif social et de subventions de l'ANAH dans le cadre d'une OPAH-RU

Dans l'hypothèse du cumul d'un PLS et d'une subvention de l'ANAH délivrée en contrepartie de l'engagement du bailleur de pratiquer un loyer social ou très social, il convient de signer deux conventions distinctes. Pendant la durée de vie de ces deux conventions, les dispositions les plus contraignantes de chacune d'entre elles seront opposables au propriétaire bailleur concerné. Ce dispositif permet, en conséquence, d'assurer le financement d'opérations dont le coût représente une charge significative pour le bailleur.

Sénat - 2008-05-15 - Réponse ministérielle N° 02620

<http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ071102620>

Vente de logements HLM aux locataires

(...) Le Gouvernement souhaite développer la vente de logements par les bailleurs sociaux (...) Les accords signés le 28 décembre et le 20 février avec l'Union pour l'habitat et les sociétés d'économie mixte définissent le cadre de la vente de 40 000 logements l'an par la première et de 3 000 par les secondes, soit 1 % du parc locatif social. (...). Aucune vente ne sera possible dans les communes où un constat de carence a été dressé en application de l'article 55 de la loi SRU et il faudra en construire deux pour un vendu dans les autres communes n'atteignant pas le seuil légal. (...). Les ventes de logements sociaux figureront dans les priorités adressées aux préfets et aux services déconcentrés. L'union pour l'habitat et l'association des sociétés d'économie mixte assureront l'animation d'une politique dont un premier bilan sera tiré le 1er juillet. (...) Le projet de loi pour le logement que je prépare obligera les organismes bailleurs à passer des conventions d'utilité sociale dans lesquelles figureront les ventes de logements HLM. Il ne s'agit pas là d'une activité annexe. (...)

Sénat - **Question orale** - 2008-05-20

http://www.senat.fr/cra/s20080520/s20080520_som.html

REVUE DU WEB

Accélération de l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments

Jean-Louis BORLOO, ministre d'Etat, ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, a signé quatre arrêtés en vue d'accélérer l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments privés et publics, conformément aux conclusions du Grenelle Environnement.

MEEDDAT - 2008-05-19

http://www.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=3200

La performance énergétique des logements affichée dans les annonces immobilières

Jean-Louis Borloo a signé, le 19 mai, une convention avec les professionnels de l'immobilier qui prévoit la généralisation de l'affichage de la performance énergétique des logements dans les annonces immobilières. Elle formalise les engagements pris par les professionnels dans le cadre du Grenelle de l'environnement...

Premier Ministre - [Pour en savoir plus](#) - 2008- 05-19

Batiactu - [Les annonces immobilières affichent la performance énergétique](#)

REVUE DU WEB (suite)

Conseil national de l'habitat - Présentation du projet de loi de mobilisation pour le logement (Ch. BOUTIN)

Le projet de loi s'organise autour de cinq axes principaux : Relancer la construction de logements dans les territoires les plus déficitaires, et notamment en Ile-de-France; Améliorer l'efficacité du logement social; Relancer l'accession populaire à la propriété; Renforcer la confiance entre bailleurs privés et locataires; Assurer la cohésion sociale de nos villes...

Ministère du Logement et de la ville - 2008-05-15 http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id_article=6524

Quel projet social derrière la rénovation urbaine ? Un pari et une opportunité...

Le Centre de ressources de l'Essonne vient de mettre en ligne la synthèse d'un groupe de travail sur le développement social des quartiers en réhabilitation et le relogement des ménages concernés par la démolition. Le groupe de travail constitué en 2007, s'est donné pour objectif d'appréhender la réalité des projets de rénovation urbaine et leurs conséquences, de mener une réflexion qui contribuera au développement social des quartiers essonniers à partir de la rénovation urbaine, mais aussi de dégager des outils et des méthodes concrètes pour réaliser des observations et associer les populations au projet. La synthèse s'organise autour de trois axes : les professionnels face à la démolition et au relogement ; la place des habitants et des acteurs de quartier dans les projets de rénovation urbaine ; l'accompagnement des changements sociaux : les enjeux du logement et du peuplement...

Centre de ressources de l'Essonne

<http://www.crpve91.fr/06-publications/publications.php>

> Source DIV

La CCIP publie un rapport sur la politique de la ville

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris vient de publier un rapport sur la politique de la ville intitulé « Politique de la ville, pour des villes et des quartiers solidaires : l'activité économique au cœur d'une nouvelle dynamique urbaine » dans lequel elle fait des propositions pour un développement économique pérenne dans les quartiers...Chambre de commerce et d'industrie de Paris - 2008-03-20

<http://www.etudes.ccip.fr/archrap/rap08/politique-de-la-ville-dub0803.htm>

> Source DIV

Politique pour les banlieues - Un mot d'ordre : interministérialité

Une délégation de représentants de la Fédération des maires des villes moyennes a été reçue par Fadela Amara, Secrétaire d'État chargée de la politique de la ville au sujet des nouvelles mesures pour les banlieues et de leur prochain calendrier de mise en œuvre. Devant la secrétaire d'État chargée de la politique de la ville, Bruno Bourg-Broc a souligné que la FMVM restait réceptive à l'idée d'accentuer les moyens humains et financiers sur les quartiers les plus en difficulté ; mais avec deux villes moyennes sur trois ayant une ou plusieurs zones urbaines sensibles (ZUS), il s'est aussi montré soucieux des redécoupages projetés et du recentrage de la dotation de solidarité urbaine programmé dès le 1er janvier 2009. Au terme de cette audience, les trois représentants de la FMVM auront finalement souligné que si les agglomérations des villes moyennes n'ont pas atteint en intensité les dérives de certains grands ensemble franciliens (émeutes de novembre 2005), il n'en demeure pas moins inopportun de s'en désintéresser...

Fédération des Maires des Villes Moyennes - Ondes moyennes 419 - Page - 2008-05-21

<http://www.villesmoyennes.asso.fr/newsletter/index2.php?rub=217&id=238#238>

La justice reconnaît le premier droit opposable au logement

Le juge des référés du tribunal administratif de Paris a suspendu mardi la décision de la commission de médiation de Paris, qui avait estimé que la demande de logement d'une mère de famille n'était pas prioritaire par la Préfecture. C'est une première dans la mise en application du droit opposable au logement (Dalo)...

Batiactu - 2008-05-21

<http://www.batiactu.com/data/21052008/21052008-181907.html>

Le Monde - [Droit opposable au logement](#) - 2008-05-21

REVUE DU WEB (suite)

+++++

Portrait et attentes des « mamans » résidant en Zone Urbaine Sensible

Echantillon national représentatif de 500 mères d'enfant de moins de 25 ans résidant en Zone Urbaine Sensible, constitué d'après la méthode des quotas (âge, profession du chef de ménage), après stratification par région...

CSA / NI PUTES NI SOUMISES - [Sondage exclusif](#) - 2008-05-13

HLM : relèvement des surloyers prévus pour janvier 2009

Les surloyers payés par les personnes qui profitent d'un logement social alors qu'elles dépassent les plafonds de ressources prévus par la loi devraient être relevés au 1er janvier 2009, selon le ministère du Logement...

Batiactu - 2008-05-15

<http://www.batiactu.com/data/15052008/15052008-180532.html>

L'énergie solaire promise à un bel avenir

Grenelle de l'environnement oblige, les énergies renouvelables sont désormais au cœur des préoccupations du secteur du bâtiment. C'est d'ailleurs ce que démontre la dernière étude du cabinet Xerfi. L'enquête annonce notamment que les parcs de capteurs photovoltaïques pourraient être multipliés par 11 en 5 ans...

Batiactu - 2008-05-15

<http://www.batiactu.com/data/15052008/15052008-145003.html>

Investissement locatif - Etrange association

De nombreux sites de promotion de l'investissement locatif, type Borloo-Robien, affichent le logo d'une certaine Association française d'aide aux contribuables (Afac), qui les aurait sélectionnés pour leur sérieux et leur compétence. Seul problème, l'Afac ressemble à s'y méprendre à un fantôme associatif...

QUE CHOISIR - [Investissement locatif - Etrange association](#) - 2008-04-30

Bulletin d'informations édité en collaboration avec ACRD, société éditrice d'**IDVO** - Veille juridique et documentaire des Collectivités territoriales (<http://www.idveilleofficiel.fr>)

Pour vous abonner à la Lettre Habitat et Collectivités Locales, inscrivez-vous gratuitement sur le site <http://www.inventaires.fr>

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Guy Lemée, Directeur du cabinet *Inventaires*, 35-37, avenue Joffre - 94160 Saint-Mandé - tel. : 01 48 08 49 20

Courriel : contact@inventaires.fr

© 2008 *Inventaires* - Tous droits réservés

La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.